

[Afficher dans le navigateur](#)

Le leader du développement économique
des communautés francophones et acadienne

*Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate*

Ottawa, le 18 novembre 2021 - **Lancement de l'étude d'impact socioéconomique du RDÉE Canada!**

Le [Réseau de développement économique et d'employabilité \(RDÉE Canada\)](#) a le réel plaisir de vous présenter son *Étude d'impact socioéconomique* pour les deux années se terminant respectivement en mars 2019 et en mars 2020. Cette étude d'impact permet, d'une part, de quantifier les retombées économiques des ressources allouées aux programmes du Réseau et, d'autre part, d'estimer les gains socioéconomiques résultant des actions de celui-ci en appui aux communautés francophones et acadienne en situation minoritaire.

Le RDÉE Canada est un organisme à but non lucratif composé de 12 membres présents dans toutes les provinces et tous les territoires du pays, hormis le Québec, et dont le RDÉE national assure la coordination.

La vocation du Réseau est de travailler à l'épanouissement et au développement économique des communautés francophones et acadienne, en aidant ces dernières à relever les défis et à saisir pleinement les occasions d'affaires et d'employabilité qui s'offrent à elles.

Durant l'année 2021, le RDÉE Canada a réalisé une étude d'impact socioéconomique pour les deux années se terminant respectivement en mars 2019 et en mars 2020, afin de mesurer ses actions et celles de ses membres dans les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM).

Le RDÉE Canada et Étude Économique Conseil (EEC Canada) ont élaboré des méthodes et des modèles d'estimation pour évaluer l'impact socioéconomique du Réseau national dans son ensemble et de sa contribution à l'économie canadienne. Ces méthodes et modèles ont été utilisés de manière récurrente depuis 2016. RDÉE Canada a demandé à EEC Canada :

- De quantifier l'impact socioéconomique du Réseau national pour l'exercice financier finissant en mars 2020 en utilisant le même modèle que celui conçu antérieurement;
- De produire une note qualitative permettant de mieux cerner les efforts du Réseau national durant les douze premiers mois de la pandémie, soit de mars 2020 à mars 2021.

D'après cette étude, les actions du RDÉE Canada et de ses membres ont permis :

- De créer **288 emplois** dans l'ensemble du pays;
- De produire un impact économique de **28,5 millions de dollars sur le PIB canadien**;
- De générer des **recettes fiscales de 1,7 million de dollars**.

En plus de connaître l'impact réel du RDÉE Canada sur les CFMS, cette étude permet également d'améliorer les actions sur le terrain et d'obtenir des indicateurs de performance clairs, précis et concis afin de continuer à mieux servir les communautés francophones et acadienne du pays.

Pour plus d'information au sujet de notre étude d'impact socioéconomique, nous vous invitons à visionner la capsule vidéo réalisée par Jean-François Parent, notre *gestionnaire de la recherche et de l'analyse des politiques gouvernementales*, qui vous explique en quelques mots les résultats de cette étude d'impact.



Vous pouvez également avoir accès à la version intégrale de l'étude d'impact socioéconomique du RDÉE Canada en cliquant sur le lien ci-dessous :

Étude d'impact socioéconomique



À propos du RDÉE Canada

Reconnu pour son expertise, le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada) œuvre depuis plus de 25 ans pour favoriser le développement économique des communautés francophones et acadienne en appuyant les actions collectives de ses membres et en assurant un leadership national basé sur la collaboration et les partenariats.

Renseignements :

Élise Busa-Boyi

Gestionnaire des communications et marketing

Réseau de Développement Économique et d'Employabilité - RDÉE Canada

communication@rdee.ca | Tel: (613) 244-7308 poste 201. Cel.: 819-918-8640



Site Web Facebook Twitter LinkedIn Instagram YouTube

1, rue Nicholas, bureau 606
Ottawa (Ontario) K1N 7B7
Tél. : 613 244-7308

info@rdee.ca

[Se désabonner](#)

*Financé par le gouvernement du Canada par le biais
du Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire*

